

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/188 FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A 8 ASSOCIATIONS POUR UN MONTANT TOTAL DE 923 195 EUROS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/188

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : FOND DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) -
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A 8 ASSOCIATIONS
POUR UN MONTANT TOTAL DE 923 195 EUROS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5217-1, L.5211-1 et L.2121-22-1,

VU la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/11/383 du 13 novembre 2019 relative au transfert de compétences et notamment du Fonds de solidarité pour le logement (FSL) entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le règlement intérieur du Fonds Solidarité pour le Logement (FSL) approuvé par le Conseil Métropolitain du 16 octobre 2023,

VU les agréments obtenus par l'Association pour le Logement Individuel Et Autonome (ALINEA), l'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA), la Fondation Apprentis d'Auteuil, l'association EN CHEMIN, l'association Fondation Agir Contre l'Exclusion Var (FACE VAR), l'association LOGIVAR-UDV, l'association ITINOVA et l'association Olbia Var Appartements (OVA), au titre de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement instaurant de nouvelles modalités d'agrément pour les organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU le tableau de synthèse et les projets de convention annexés,

CONSIDERANT que dans leurs projets associatifs respectifs, les associations concernées facilitent l'insertion durable des habitants métropolitains, notamment au travers d'accompagnements vers l'accès et le maintien dans un logement autonome et décent, objectif à l'origine de la création des Fonds de Solidarité pour le Logement,

CONSIDERANT l'utilité de couvrir l'ensemble du territoire en permettant l'accueil, le conseil, l'information et l'accompagnement des habitants métropolitains en difficulté dans la réalisation de leur projet logement, favorisant ainsi l'insertion socio-économique,

CONSIDERANT qu'il s'agit, par ces subventions, de permettre la mise en œuvre de projets pour les actions suivantes :

- Accompagnement social lié au logement (ASLL),
- Accompagnement prévention des impayés d'énergie (APIE),
- Dispositif d'information et d'orientation des jeunes (AIO) et bail accompagné,
- Accompagnement en logement temporaire (ALT),
- Sous-location avec bail glissant,
- Parcours Logement Insertion Jeunes (PLIJ),

CONSIDERANT que l'ensemble des actions proposées par ces associations concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, en favorisant le parcours résidentiel, en sécurisant les bailleurs et en développant des partenariats efficaces,

CONSIDERANT qu'il est proposé de soutenir ces actions en attribuant à ces associations une subvention pour la réalisation de ces projets,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER, au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), des subventions pour un montant total de 923 195 euros (neuf cent vingt-trois mille cent quatre-vingt-quinze euros) à huit associations conformément au tableau ci-dessous :

ASSOCIATIONS	OBJET DES SUBVENTIONS	SECTEURS CONCERNES	MONTANT DESC SUBVENTIONS POUR 2025
ALINEA	Accompagnement social lié au logement (ASLL) / Jeunes	TOULON LA VALETTE LA GARDE	99 450 € (ASLL) 41 000 € (AIO) 16 000 € (ALT) 6 000 € (Bail accompagné) 30 000€ (PLIJ) Total = 192 450 €
	Dispositif d'accueil d'information et d'orientation des jeunes (AIO)		
	Action logement des jeunes hébergés en logement temporaire (ALT)		
	Bail accompagné jeunes		
APEA	Accompagnement social lié au logement (ASLL)	LA SEYNE OLLIIOULES SIX-FOURS-LES-PLAGES	47 184 €
APPRENTIS D'AUTEUIL	Intermédiation Locative (IML)	TPM	20 312 €
EN CHEMIN	Accompagnement social lié au logement (ASLL)	CARQUEIRANNE HYERES-LES-PALMIERS LA CRAU LA GARDE LA VALETTE LE PRADET LE REVEST	86 501€
FACE VAR	Accompagnement social lié au logement (ASLL)	TOULON	105 700 €
ITINOVA	Accompagnement social lié au logement (ASLL)	TOULON LA SEYNE-SUR-MER	230 424 €
	Accompagnement prévention des impayés d'énergie (APIE)		
	Sous-location avec bail glissant		
LOGIVAR-UDV	Accompagnement social lié au logement (ASLL)	TOULON LA SEYNE-SUR-MER	55 046 €
OVA	Accompagnement social lié au logement (ASLL)	TOULON LA SEYNE-SUR-MER OLLIIOULES SIX-FOURS-LES-PLAGES	185 578 €
TOTAL			923 195 €

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer les conventions annexées.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 à l'opération N°5217-Chapitre 65-424.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

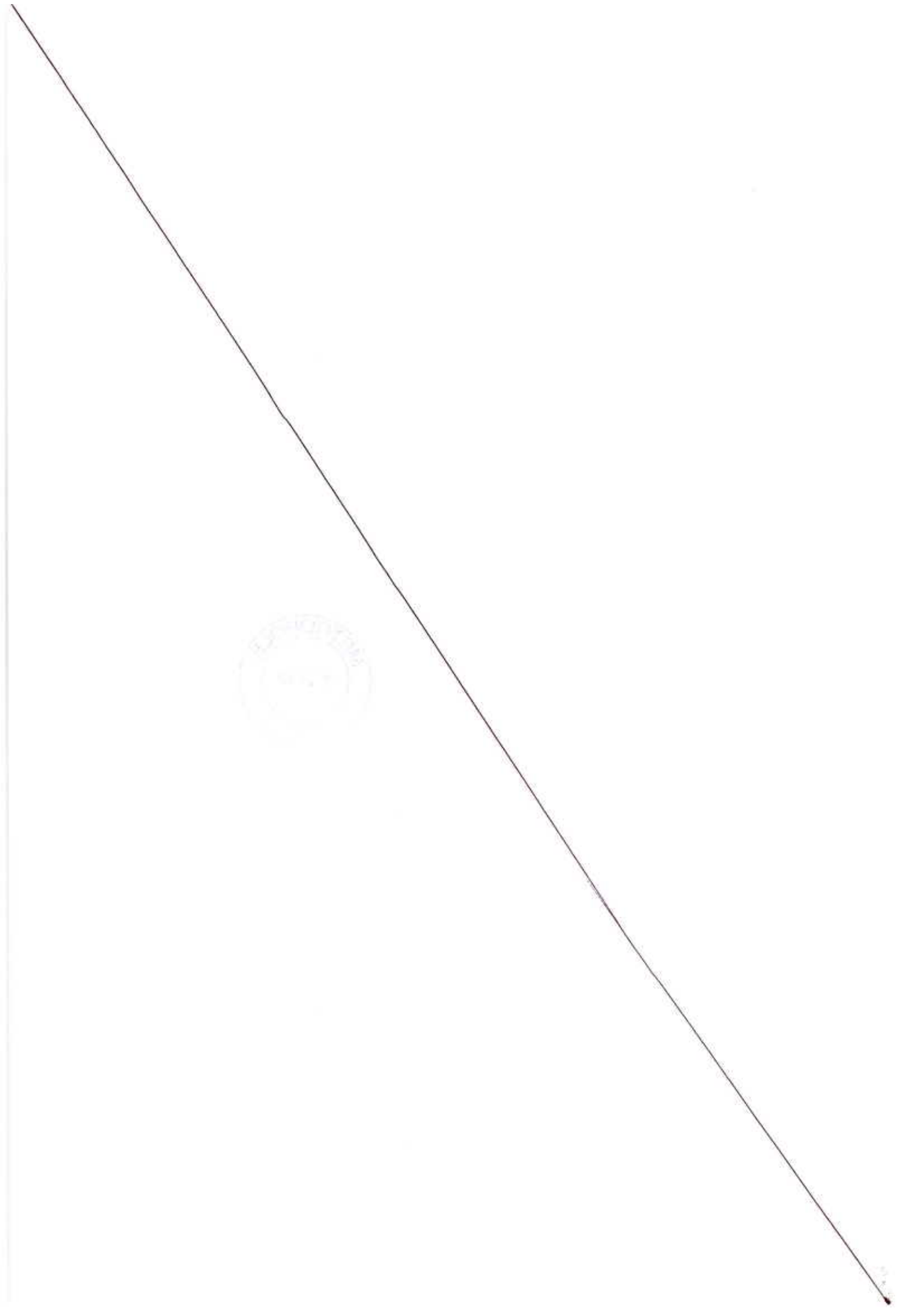
Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 14
CONTRE 0
ABSTENTION 0





CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ALINEA RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- L'association ALINEA ayant son siège 6, Traverse Lirette - 83000 TOULON, représentée par sa Présidente Myriam VALVERDE dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « L'association ALINEA »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association ALINEA s'est donnée pour objet de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association ALINEA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

L'association ALINEA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de Toulon, la Valette et La Garde, 65 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL), des actions d'accueil, d'information et d'orientation (AIO), des mesures d'accompagnement socio-éducatif renforcé de jeunes hébergés en logement temporaire (ALT), une action de bail accompagné, et de Parcours Logement Insertion Jeunes (PLIJ).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.
Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à 30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, à la réussite des parcours PLIJ.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association ALINEA pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 99 450€ pour l'action ASLL
- 41 000€ pour l'AIO
- 16 000€ pour l'ALT
- 6 000€ pour l'action Bail accompagné
- 30 000€ pour le PLIJ

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **192 450,00€** (cent quatre-vingt-douze mille quatre cent cinquante euros). Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association ALINEA par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme **ses** comptes par **un** commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle

jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

La Présidente de l'association
ALINEA

Myriam VALVERDE

Et par délégation
Carole RIVES

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION, RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- L'association de Prévention et d'Aide à l'insertion, ayant son siège 5 Avenue Garibaldi 83500 LA SEYNE SUR MER représentée par sa Présidente - Cristina DE ROBERTIS dûment habilité par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « L'association APEA »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association APEA s'est donnée pour objet la promotion, la gestion et le développement d'actions auprès d'enfants, de jeunes, de familles et de leur milieu de vie.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association APEA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

L'association APEA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de la Seyne sur Mer, Ollioules et Six-Fours, 30 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à

30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, à la réussite des parcours PLIJ.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association APEA pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 47 184,00€ (quarante-sept mille cent quatre-vingt-quatre euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

- Le montant de la subvention est arrêté à **47 184,00€** (quarante-sept mille cent quatre-vingt-quatre euros).

Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association APEA par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le

cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

La Présidente de l'Association de
Prévention et d'Aide à l'insertion

Cristina DE ROBERTIS

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION EN CHEMIN RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- L'association EN CHEMIN, ayant son siège 10, Bd Frédéric Mistral 83400 HYERES, représentée par son Président – Paul LAMBERT dûment habilité par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « L'association EN CHEMIN »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association EN CHEMIN s'est donnée pour objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté vers l'insertion sociale, le retour à l'autonomie et l'activité.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association EN CHEMIN.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

L'association EN CHEMIN s'engage à mettre en œuvre son programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de Carqueiranne, Hyères, La Crau, La Garde, La Valette, Le Pradet, et Le Revest, 55 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,

- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à 30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, à la réussite des parcours PLIJ.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association ALINEA pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 192 450,00€ (cent quatre-vingt-douze mille quatre cent cinquante euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **86 501,00€** (quatre-vingt-six mille cinq cent un euros). Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association EN CHEMIN par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le

cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association EN
CHEMIN

Paul LAMBERT

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION FACE VAR RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- L'association FACE Var ayant son siège 25, Rue Victor Clappier - 83000 TOULON, représentée par sa Directrice Cécile ROBLET dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « L'association FACE Var »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association FACE Var s'est donnée pour objet de contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à un logement autonome.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association FACE Var.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

L'association FACE Var s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose de réaliser sur le territoire d'intervention de Toulon 70 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour

l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à 30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, à la réussite des parcours PLIJ.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association FACE Var pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 105 700,00€ (cent sept mille cinq cents euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

- Le montant de la subvention est arrêté à **105 700,00€** (cent sept mille cinq cents euros). Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association FACE Var par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur

simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Pour la Présidente de l'association
FACE Var et par délégation

Cécile ROBLET

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA FONDATION APPRENTIS D'AUTEUIL RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- La Fondation Apprentis d'Auteuil, ayant son siège 40, rue Jean de la Fontaine - 75016 PARIS représentée par son Président M. Jean-Marc SAUVE dûment habilitée par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « La Fondation Apprentis d'Auteuil »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

La mobilisation du parc privé à des fins sociales et le développement de l'intermédiation locative ont été identifiés comme des leviers d'action majeurs, complémentaires au parc locatif social.

La Fondation Apprentis d'Auteuil, au travers de la Résidence Sociale à Orientation Educative du fort Saint Antoine (RSOE), s'est donnée pour objet de contribuer à favoriser l'accès direct au logement, sans passer par les dispositifs d'hébergement, et d'accélérer la sortie de l'hébergement vers le logement de tout jeune dont la situation administrative le permet, en mobilisant un accompagnement adapté à ses

besoins. Ainsi, elle a pu capter entre 2020 et 2021, cinq logements, en intermédiation locative permettant l'insertion socio-économique durable des jeunes.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement la RSOE du fort Saint Antoine, notamment pour la gestion locative et l'accompagnement de ces logements pour 2025. Cette action s'inscrivant dans les orientations du Fonds de solidarité Métropolitain.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

La Fondation Apprentis d'Auteuil s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, par la présente convention la fondation s'engage à développer à son initiative et sous sa responsabilité, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, l'offre de logements abordables, ordinaires ou adaptés, à destination des jeunes défavorisés.

Dans le cadre des missions relevant de la RSOE, la fondation dispose d'une expertise permettant l'insertion par le logement et l'emploi des jeunes.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.
Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des ménages et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant l'accès et le maintien dans le logement des jeunes défavorisés à travers :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

Il peut se dérouler dans le cadre de la location en vue de sous-location avec ou sans glissement de bail, l'opérateur concluant avec les ménages une convention d'occupation temporaire à titre onéreux.

Dans le cadre de la location en vue de sous-location, l'opérateur conclut avec les ménages une convention d'occupation temporaire à titre onéreux. La durée du contrat d'occupation ne peut excéder 12 mois, renouvelable pour une période de 6 mois maximum. Ce renouvellement est soumis à l'accord express de la Métropole sur la base d'une demande motivée adressée par l'opérateur au plus tard 1 mois avant la date d'expiration du contrat d'occupation.

Le logement doit comprendre un loyer abordable rendant réalisable les options de glissement de bail, ou de maintien dans le logement temporaire.

A chaque fin de prise en charge dans un logement, la Métropole est informée en amont. Elle pourra orienter des jeunes directement vers l'association (coordination FAJ/FSL).

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,

- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à 30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenantes, à la réussite des parcours PLIJ.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement La Fondation Apprentis d'Auteuil pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 20 312,00€ (vingt mille trois cent douze euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

- Le montant de la subvention est arrêté à **20 312,00€** (vingt mille trois cent douze euros). Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de la fondation Apprentis d'Auteuil par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme **ses** comptes par **un** commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de la
Fondation Apprentis d'Auteuil

Jean-Marc SAUVE

Et par délégation
Frédéric BAUDOT

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ITINOVA RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- L'association ITINOVA, ayant son siège Immeuble Palais Liberté- 41, Place de la Liberté- 83000 TOULON représentée par son Président Monsieur Jacques DUPOYET dûment habilité par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « L'association ITINOVA »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association ITINOVA s'est donnée pour objet de concevoir, et mettre en œuvre tous moyens, pour que chaque personne qu'elle prend en charge, puisse développer sa personnalité, prendre conscience de sa dignité, du respect dû aux autres, conduire librement son propre destin et engager sa responsabilité dans l'évolution de la société.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association ITINOVA.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

L'association ITINOVA s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier, 85 mesures d'accompagnement social liées au logement (recherche et insertion durable), 50 mesures d'accompagnement prévention impayé d'énergie (APIE), et une action de « sous-location avec bail glissant ».

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à 30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, à la réussite des parcours PLIJ.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association ITINOVA pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 230 424€,00€ (deux cent trente mille quatre cent vingt-quatre euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

- Le montant de la subvention est arrêté à **230 424€,00€** (deux cent trente mille quatre cent vingt-quatre euros). Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association ITINOVA par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme **ses** comptes par un commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le

cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association ITINOVA

Jacques DUPOYET

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION LOGIVAR-UDV RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- L'association LOGIVAR-UDV, ayant son siège 51 Rue Suzanne - 83000 TOULON représentée par son Président – Christophe MICHEL dûment habilité par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « L'association LOGIVAR-UDV »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association LOGIVAR-UDV s'est donnée pour objet de participer à la promotion humaine de ceux qui sont en situation de marginalité et de pauvreté, en lien étroit avec la diaconie.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association LOGIVAR-UDV.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

L'association LOGIVAR-UDV s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon et La Seyne-sur-Mer 35 mesures d'accompagnement social lié au logement en file active.

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à

30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, à la réussite des parcours PLIJ.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association LOGIVAR-UDV pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 55 046,00€ (cinquante-cinq mille quarante-six euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

- Le montant de la subvention est arrêté à **55 046,00€** (cinquante-cinq mille quarante-six euros). Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association LOGIVAR-UDV par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention. En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le

cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'association
LOGIVAR-UDV

Christophe MICHEL

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION OLBIA VAR APPARTEMENTS RELATIVE AU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du.....

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et :

- L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS, ayant son siège 32, Chemin du Pont de Bois - 83200 TOULON représentée par son Président Philippe GUINET dûment habilité par son Conseil d'Administration,

Ci-Après désignée « L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant l'objectif pour la Métropole d'une insertion durable des métropolitains, qui passe par l'inclusion par l'emploi, l'activité et/ou le logement, ainsi que son engagement dans l'animation des politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, l'augmentation des situations de précarité sur son territoire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut apporter son concours aux associations œuvrant dans le champ de l'accompagnement social lié au logement, par l'intermédiaire du Fonds de Solidarité pour le Logement.

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'est donnée pour objet de mettre en œuvre tous les moyens pour accompagner de manière personnalisée des personnes ou des ménages en difficulté afin que ceux-ci puissent réussir à s'insérer durablement dans un logement.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action il a été décidé de soutenir financièrement l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'agrément de l'association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

L'association OLBIA VAR APPARTEMENTS s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Ainsi, cette association propose d'effectuer sur le territoire d'intervention de Toulon, la Seyne-sur-Mer, St mandrier, Ollioules et Six-Fours, 116 mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL).

Le public visé, défini par l'article 65 de la loi du 13 août 2004, est orienté vers l'association, par le service métropolitain "Fonds de solidarité pour le logement".

Le volume de prise en charge de ménage ne pourra excéder 35 accompagnements par équivalent temps plein de travailleur social.

Cet accompagnement social lié au logement est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme de niveau 6 dans le domaine médico-social.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel dans le cadre de cette mission.

L'association mobilise ses travailleurs sociaux pour participer aux formations évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs aux évolutions des mesures d'accompagnement social lié au logement.

Le contenu des actions d'accompagnement social est déterminé en fonction des besoins socio-administratifs des bénéficiaires, dans le but de favoriser l'accès à un logement décent et autonome ou à s'y maintenir durablement dans les meilleures conditions. Le règlement intérieur du FSL est le référentiel en vigueur.

L'accompagnement doit développer l'autonomie des personnes et mettre en œuvre des techniques d'interventions innovantes et adaptées (individuelles, collectives, numériques...) permettant :

- la recherche d'un logement,
- l'accès au droit commun et le soutien aux démarches administratives,
- la solvabilité et l'éducation budgétaire,
- la médiation avec les bailleurs publics ou privés,
- la résorption d'un impayé de loyer et/ou de charges,
- le maintien de la fourniture d'énergie,
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'apurement de la dette,
- la mise en réseau avec les partenaires du logement,
- la coordination des acteurs visant à sécuriser les parcours d'accompagnement.

L'accompagnement est réalisé selon une approche globale et contractualisée avec le ménage. Cette contractualisation indique les modalités d'accompagnement, les engagements réciproques et les indicateurs du bilan de fin d'accompagnement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2025 pour 12 mois d'exercice. Elle entre en vigueur à compter de sa date de notification.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « Parcours Logement Insertion Jeune » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire de jeunes jusqu'à 30 ans dans certains cas. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, à la réussite des parcours PLIJ.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS pour l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de :

- 185 578,00€ (cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent soixante-dix-huit euros).

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission.

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL métropolitain, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole met à disposition une plateforme collaborative, de gestion, de suivi et d'évaluation des demandes d'accompagnement. Elle donne les accès aux associations, forme les nouveaux utilisateurs, attribue et analyse le bilan à partir de cet outil.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **185 578,00€** (cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent soixante-dix-huit euros). Il est imputé sur le budget métropolitain pour l'exercice 2025.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

Le versement de la subvention sera effectué à 100% lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association OLBIA VAR APPARTEMENTS par virement bancaire.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ~~ses~~ comptes par un commissaire aux comptes.

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, un compte-rendu financier, un rapport annuel d'activités, et les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention. En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle

jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

L'outil statistique mis à disposition par la Métropole servira de support aux échanges afin d'évaluer la pertinence de l'action, de l'ajuster si besoin et de valoriser son utilité sociale pour le territoire.

L'association devra fournir :

-un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique au 31 décembre 2025, transmis au plus tard le 15 janvier 2026.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents obligatoires, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'Association
OLBIA VAR APPARTEMENTS

Philippe GUINET